

ACTION URGENTE

COLOMBIE. MENACES CONTRE DES REPRÉSENTANTS DE FAMILLES DÉPLACÉES

Des hommes armés appartenant, semble-t-il, à des forces paramilitaires colombiennes ont menacé et auraient tenté de tuer des représentants des familles déplacées de force de l'hacienda Bellacruz, qui font campagne afin de pouvoir se réinstaller sur leurs terres.

Le 20 août, trois hommes armés se sont présentés au domicile d'**Elker León Cataño**, dans la commune de San Alberto (département septentrional de César), et ont demandé à parler à ce dirigeant communautaire, qui est parvenu à s'enfuir. Elker León Cataño est le représentant des familles que des paramilitaires ont déplacées de force de l'hacienda Bellacruz (département de César) en 1996, avec l'appui de l'armée. Par ailleurs, il est membre de l'Association colombienne des populations déplacées Horizon (**ASOCOL**).

Le 14 août, **Fredy Antonio Rodríguez Corrales**, **Lidia Liliana Vásquez Pacheco** et **José de la Cruz Trujillo**, trois autres dirigeants de l'ASOCOL, revenaient de Valledupar, la capitale du département, lorsqu'une voiture leur a barré la route à Bucaramanga (département de Santander). Trois hommes sont sortis du véhicule et ont commencé à tirer sur eux. Les trois militants sont parvenus à s'enfuir. Ils venaient de déposer une plainte auprès de la représentation à Valledupar du médiateur chargé des droits humains à la suite de menaces proférées par des paramilitaires. Le soir même, Fredy Antonio Rodríguez Corrales a téléphoné à son frère **Armando Rodríguez Corrales**, également dirigeant de l'ASOCOL, pour lui faire part de l'agression. Ce dernier a demandé à ses gardes du corps de vérifier les alentours de son domicile, qui est aussi le siège de l'ASOCOL et se trouve dans la commune d'Aguachica (département de César). Ils ont découvert deux hommes qui, semble-t-il, surveillaient le bâtiment. L'agression et les menaces visant les familles de l'hacienda Bellacruz et leurs représentants ont eu lieu quelques mois seulement après qu'une instance étatique a pris, au mois d'avril, une décision qui pourrait constituer une avancée importante vers la restitution des terres aux familles concernées.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous inquiet pour les familles déplacées de l'hacienda Bellacruz et leurs représentants ;
- appelez les autorités à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur l'agression du 20 août et les menaces plus anciennes, et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- priez-les instamment de protéger efficacement les personnes citées, dans le strict respect de leurs souhaits ;
- exhortez-les à prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 OCTOBRE 2013 À :

Président colombien

Presidente Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de
 Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

Ministre des Affaires étrangères

María Ángela Holguín
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 Palacio San Carlos
 Calle 10 No. 5-51
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 381 4742

Formule d'appel : *Estimada Señora Ministra, / Madame la Ministre,*

Copies à :

ASOCOL
 Calle 4 No. 36-52
 Barrio Maria Eugenia
 Aguachica
 Cesar
 Colombie

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. MENACES CONTRE DES REPRÉSENTANTS DE FAMILLES DÉPLACÉES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Entre février et mars 1996, des paramilitaires aidés des forces de sécurité ont déplacé de force 287 familles paysannes des terres qu'elles occupaient dans l'hacienda Bellacruz. Ils ont torturé ces personnes, ont menacé de les tuer si elles osaient revenir et ont incendié leurs maisons. Malgré la présence policière et militaire dans la région, rien n'a été fait pour empêcher ni faire cesser l'opération menée par les paramilitaires, pas plus que pour arrêter les responsables présumés au sein de l'exploitation ou dans le voisinage. Depuis lors, plusieurs paysans expulsés et des personnes ayant tenté de leur venir en aide ont été tués, victimes de disparition forcée ou menacés de mort.

Le déplacement forcé de 1996 est intervenu après que Marulanda Ramírez Ltd, entreprise dirigée par la famille de Carlos Arturo Marulanda, ancien ministre colombien et ambassadeur de Colombie auprès de l'Union européenne, a perdu un procès en appel dans le cadre duquel elle réclamait une partie des terres occupées par les paysans de l'hacienda Bellacruz.

Une portion de l'hacienda Bellacruz a été vendue ensuite à une autre entreprise, qui revendique la propriété des terres que les familles déplacées affirment être les leurs. Au moins une partie de ces terres a été plantée de palmiers à huile. Amnesty International a été informée que cela visait à compliquer la restitution des terres aux paysans.

En avril 2013, l'Institut colombien de développement rural (INCODER) a reconnu officiellement qu'une partie de l'hacienda Bellacruz n'était pas cultivée, ce qui pourrait être un premier pas vers la restitution des terres aux familles déplacées.

L'ASOCOL est une organisation regroupant certaines des familles paysannes qui ont été déplacées de l'hacienda Bellacruz.

Noms : Elker León Cataño (h), Fredy Antonio Rodríguez Corrales (h), Lidia Liliana Vásquez Pacheco (f), José de la Cruz Trujillo (h), Armando Rodríguez Corrales (h), autres membres de l'ASOCOL
Hommes et femmes

AU 234/13, AMR 23/038/2013, 23 août 2013